

## **Projet de règlement grand-ducal**

**portant modification du règlement grand-ducal du 29 août 2017 déterminant les modalités d'admission au statut de fonctionnaire de l'État des employés de l'État relevant du sous-groupe enseignement**

---

### **Avis du Conseil d'État**

(12 mars 2019)

Par dépêche du 4 février 2019, le Premier ministre, ministre d'État, a saisi le Conseil d'État du projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Le projet de règlement grand-ducal était accompagné d'un document intitulé « Exposé des motifs et commentaire des articles », d'une fiche d'évaluation d'impact, ainsi que d'un texte coordonné du règlement grand-ducal du 29 août 2017 déterminant les modalités d'admission au statut de fonctionnaire de l'État des employés de l'État relevant du sous-groupe enseignement, que le projet de règlement vise à modifier.

Contrairement à ce qu'indique la dépêche, le dossier ne comprend pas de commentaire des articles. En effet, le document intitulé « Exposé des motifs et commentaire des articles » se limite à une description générale du règlement grand-ducal en projet sans en commenter les articles individuellement. Or, pour permettre aux différentes instances impliquées dans la procédure réglementaire de prendre connaissance des intentions des auteurs du projet de règlement grand-ducal sous avis, il y a lieu de faire accompagner celui-ci d'un commentaire des articles.

L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics a été communiqué au Conseil d'État par dépêche du 14 février 2019.

### **Considérations générales**

Les modifications prévues par le projet de règlement grand-ducal sous revue ont principalement pour objet de compléter l'énumération des employés relevant du sous-groupe enseignement par la mention des employés enseignants affectés au Centre socio-éducatif de l'État et d'adapter les dispositions du règlement grand-ducal précité du 29 août 2017 aux modifications intervenues par le biais de la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire et de la loi du 29 août 2017 portant sur

l'enseignement secondaire<sup>1</sup>. Les références au Centre de logopédie et aux services d'éducation différenciée sont ainsi remplacées par la référence aux centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée et les termes « régime préparatoire » (et non pas, comme précisé erronément dans l'exposé des motifs, les termes « voie de préparation ») sont remplacés par les nouveaux termes « voie de préparation ».

Pour ce qui est de l'ajout des employés enseignants du Centre socio-éducatif de l'État, les auteurs du projet de règlement sous revue expliquent qu'à défaut d'être prévus par le règlement grand-ducal précité du 29 août 2017, les employés du Centre socio-éducatif de l'État sont privés de la possibilité d'entamer une procédure de fonctionnarisation. Si l'ajout de la mention desdits employés n'appelle pas d'observation, le Conseil d'État se demande toutefois s'il n'existe pas des employés qui assurent une tâche d'enseignement dans des établissements autres que ceux qui figurent actuellement dans le règlement grand-ducal précité du 29 août 2017 qu'il conviendrait d'ajouter, au même titre que les employés enseignants du Centre socio-éducatif de l'État, dans le règlement grand-ducal précité.

Le projet de règlement grand-ducal sous revue vise encore à réparer certains oublis, notamment en ajoutant aux composantes du bilan de fin de stage l'entretien avec l'agent concerné en vue d'assurer la concordance entre les modalités d'évaluation du stage prévues par le règlement grand-ducal précité du 29 août 2017 et les modalités d'évaluation du stage prévues par la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale.

Il convient de rappeler que, dans son avis du 14 juillet 2017 relatif au règlement grand-ducal du 29 août 2017 déterminant les modalités d'admission au statut de fonctionnaire de l'État des employés de l'État relevant du sous-groupe enseignement, le Conseil d'État avait attiré l'attention des auteurs sur le fait que certaines dispositions, à savoir les articles 10 à 13, 17, 19, 21, 23, 25, 28, du règlement grand-ducal précité du 29 août 2017, risquaient de dépasser le cadre tracé par l'article 80, paragraphe 2, de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État qui règle une matière réservée à la loi par l'article 11, paragraphe 5, de la Constitution. Le Conseil d'État note que les auteurs

---

<sup>1</sup> Loi du 29 août 2017 portant sur l'enseignement secondaire et modifiant 1. la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques ; 2. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue ; 3. la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI : de l'enseignement secondaire) ; 4. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée ; 5. la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire ; 6. la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique ; 7. la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote ; 8. la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) ; 9. la loi du 16 mars 2007 portant - 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue - 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation ; 10. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle ; 11. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire ; 12. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ; 13. la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance ; 14. la loi modifiée du 29 juin 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et les lycées techniques ; 15. la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers ; 16. la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ; 17. la loi du 24 août 2016 portant introduction du cours commun « vie et société » dans l'enseignement secondaire et secondaire technique ; 18. la loi du 22 juin 2017 ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation (Mém. A – n° 789 du 5 septembre 2017).

du règlement grand-ducal précité du 29 août 2017 ont toutefois choisi de maintenir les dispositions en cause.

## **Examen des articles**

### Articles 1<sup>er</sup> à 4

Sans observation.

### Article 5

Il convient, dans un souci de cohérence, d'ajouter une modification supplémentaire visant à compléter, au même titre que la modification prévue à l'article 4, point 2, du projet de règlement sous revue, l'article 11 du règlement grand-ducal précité du 29 août 2017 par l'alinéa suivant :

« Les membres du jury sont tenus au secret des délibérations ».

Cette observation vaut également pour l'article 10.

### Articles 6 à 16

Sans observation.

## **Observations d'ordre légistique**

### Observations générales

Après la citation complète de l'intitulé du règlement qu'il s'agit de modifier à l'article 1<sup>er</sup> du règlement en projet, les modifications subséquentes à apporter à cet acte se limitent à indiquer « du même règlement » en omettant le terme « grand-ducal », ceci aux articles 2 à 4 et 6 à 15.

Il y a lieu d'écrire « dans les ~~différents~~ centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée » aux endroits pertinents, en supprimant le terme « différents ».

Pour caractériser les énumérations des dispositions modificatives, il est fait recours à des numéros suivis d'un exposant « ° » (1°, 2°, 3°...).

### Préambule

Le troisième visa relatif à la fiche financière est à supprimer, étant donné que le projet de règlement grand-ducal sous revue ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Le quatrième visa relatif à l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics est à adapter pour le cas où l'avis demandé serait parvenu au Gouvernement au moment de la soumission du règlement grand-ducal en projet à la signature du Grand-Duc.

## Article 5

Au point 2, lettre b), il faut écrire « À l'alinéa 3 sont apportées [...] ».

Par ailleurs, il y a lieu de remplacer le point final à la suite des lettres « i » et « ii » par une parenthèse fermante comme suit :

« i) Au point 1, les termes [...] ;

ii) Le point 2 [...] ».

## Article 11

L'article sous examen est à terminer par un point final.

## Article 15

Dans un souci de précision, il y a lieu de reformuler l'article sous revue comme suit :

« **Art. 15.** À l'article 25, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, première phrase, du même règlement ~~grand-ducal~~, les termes [...] ».

## Article 16

Étant donné que l'exécution d'un règlement grand-ducal doit être assurée au-delà des changements de membres du Gouvernement, la formule exécutoire doit viser la fonction et non pas le titulaire qui l'exerce au moment de la prise du règlement en question. Partant, il convient d'écrire « ministre » avec une lettre initiale minuscule. Par ailleurs, lorsqu'est visée la fonction, la désignation d'un membre du Gouvernement se fait de préférence de la manière suivante : « Notre ministre ayant [compétence gouvernementale] dans ses attributions », et non pas « Notre Ministre de [...] ». La désignation des compétences gouvernementales se fait suivant l'arrêté grand-ducal portant attribution des compétences ministérielles aux membres du Gouvernement, en l'occurrence l'arrêté grand-ducal du 5 décembre 2018 portant constitution des Ministères. Les attributions ministérielles sont en effet à déterminer avec précision, en renseignant sur la compétence dans le cadre de laquelle le membre du Gouvernement est appelé à intervenir.

## Texte coordonné

Le Conseil d'État attire l'attention des auteurs sur la discordance entre le texte de la modification prévue par l'article 10 du règlement en projet et le texte coordonné de l'article 20, point 4, joint au projet de règlement grand-ducal sous avis. La version coordonnée tenant compte de l'insertion d'un point 4 nouveau omet en effet de préciser qu'il s'agit de « la commission d'évaluation du bilan de fin de formation à la pratique professionnelle ».

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 20 votants, le 12 mars 2019.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes